

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>75</b>	<b>76</b>	<b>4</b>

N° de la séance : 30

Objet de la délibération : Direction des  
Ressources Humaines - Prime  
exceptionnelle - Covid-19

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services  Stéphane PINTRE
---

N° Enregistrement : CC.2020.030

Date de la convocation :  
**Le 09/07/2020**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage en date du **23 JUL. 2020**

de la réception s/Préfecture en date du **23 JUL. 2020**

Pour le Président,  
La Responsable de Service

  
Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 17 juillet 2020**

L'an deux mil vingt et le 17 juillet à 15h30, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions de la Loi n° 2020-760 du 22 juin 2020 et des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Georges VAZIA, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Laurent CHARTIER, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Valérie ROLLAND, Marc BORIOSI, Marie OZENDA, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOU, HUGUENIN VUILLEMIN, Céline LAMBIN, Alexandra BORCHIO-FONTIMP, Alain BERNARD, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

**PROCURATIONS :**

Tanguy CORNEC à Monique GAGEAN, Martine SAVALLI à Françoise THOMEL, Hassan EL JAZOULI à Sophie NASICA

**ABSENT :**

Christophe ETORE

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Alexia MISSANA**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**Monsieur LEONETTI,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 modifiée par ordonnance n°2020-385 du 1<sup>er</sup> avril 2020 ;

VU la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19, notamment dans son article 4 ;

VU la loi n°2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020, notamment son article 11 ;

VU le décret n°2020-570 du 14 mai 2020 relatif au versement d'une prime exceptionnelle à certains agents civils et militaires de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique territoriale soumis à des sujétions exceptionnelles pour assurer la continuité des services publics dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire déclaré pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;

Dans le contexte de la crise sanitaire Covid-19, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a dû mobiliser ses agents et salariés afin d'assurer la continuité des services publics, notamment pour ceux qui s'inscrivaient dans le cadre d'un plan de continuité des services. Particulièrement attentif à l'implication de ses agents et salariés dans cette période difficile, la CASA souhaite reconnaître la durée de mobilisation de ces derniers. A cette fin, l'instauration de la prime exceptionnelle devra permettre la reconnaissance d'un surcroît significatif de travail en présentiel et ou en travail à domicile.

Article 1 : Le principe et les objectifs

La prime exceptionnelle vise à reconnaître le surcroît significatif de travail généré par la situation inédite du Covid-19 et notamment, la durée de la mobilisation des agents publics et des agents de droit privé relevant d'un employeur public mobilisés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire prévu par l'article 4 de la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 susvisé.

Article 2 : Les bénéficiaires

Seront bénéficiaires de la prime exceptionnelle :

- Les agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- Les agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- Les agents de droit privé à temps complet, à temps non complet et à temps partiel

Article 3 : Détermination des conditions de versement de la prime exceptionnelle

Le montant de la prime exceptionnelle est modulable notamment en fonction de la durée de mobilisation des agents et des salariés durant la période de confinement (soit sur une période de 8 semaines du 17 mars 2020 au 10 mai 2020 inclus).

La prime exceptionnelle est proratisée en fonction :

- De la durée du travail (durée des contrats, fin d'activité, ...),
- De la quotité de temps de travail (temps partiel, temps non complet).

Les montants de la prime exceptionnelle sont attribués comme suit :



<b>Taux</b>	<b>Montants</b>	<b>Conditions d'exercice</b>	<b>Résultats</b>
1 <sup>er</sup> taux	<p><b>330€</b></p> <p>*Franchise de 1 semaine (5 jours cumulés sur la période) d'absence dont maladie, AT, ASA, congés paternité, maternité hors CA et RTT.</p> <p>A partir du 6<sup>ème</sup> jour de non-participation à l'activité décompte de 8,25€/jour d'absence.</p>	Travail à domicile uniquement ou très peu de présentiel (non régulier)	<p>Globalement toutes les missions ont été réalisées</p> <p>Avec en plus une sur sollicitation liée à la gestion de la crise sanitaire</p>
2 <sup>ème</sup> taux	<p><b>660€</b></p> <p>*Franchise de 1 semaine (5 jours cumulés sur la période) d'absence dont maladie, AT, ASA, congés paternité, maternité hors CA et RTT.</p> <p>A partir du 6<sup>ème</sup> jour de non-participation à l'activité décompte de 16,50€/jour d'absence.</p>	Présentiel régulier (1 à 2 fois par semaine minimum en moyenne) et du travail à domicile durant les autres jours	<p>Globalement toutes les missions ont été réalisées</p> <p>Avec en plus des missions spécifiques liées à la gestion de la crise sanitaire (exemple : installation des équipements de protection, lancement de marchés en lien avec le Covid-19, ...)</p>
3 <sup>ème</sup> taux	<p><b>1000€</b></p> <p>*Franchise de 1 semaine (5 jours cumulés sur la période) d'absence dont maladie, AT, ASA, congés paternité, maternité hors CA et RTT.</p> <p>A partir du 6<sup>ème</sup> jour de non-participation à l'activité décompte de 25€/jour d'absence.</p> <p>A partir de 7 semaines d'absence, quel que soit le motif (maladie, AT, ASA, congés paternité, maternité) : pas de prime versée.</p> <p>Pour une absence sur toute la période quel que soit le motif de l'absence y compris CA et RTT : pas de prime versée</p>	Présentiel important avec forte implication	<p>Toutes les missions habituelles ont été réalisées en présentiel</p> <p>Avec une surcharge de travail liée à la crise sanitaire (absentéisme notamment)</p>

(\*) En cas d'ANA la franchise est réduite (exemple : 1 ANA = moins 1 jour de franchise)

Article 4 : Versement de la prime exceptionnelle

La prime exceptionnelle est cumulable avec tout autre élément de rémunération lié à la manière de servir, à l'engagement professionnel, aux résultats ou à la performance ou versé en compensation des heures supplémentaires, astreintes et interventions dans le cadre des astreintes.

La prime exceptionnelle est exonérée d'impôts sur le revenu et de cotisations et contributions sociales prévues à l'article 11 de la loi du 25 avril 2020 susvisée.

La prime exceptionnelle n'est pas reconductible, elle fait l'objet d'un versement unique au mois de juillet 2020.

Il est demandé au Conseil Communautaire :

- d'approuver le versement de la prime exceptionnelle tel que défini dans les articles ci-dessus.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, APPROUVE :**

- le versement de la prime exceptionnelle tel que défini dans les articles ci-dessus.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 17 juillet 2020  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 17/07/2020  
Numéro : CC\_2020\_030  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Prime exceptionnelle - Covid-19  
Matière : 4.1 - Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.

**Interlocuteur**

Nom : LE GRATIET Véronique

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : J1ZCuhO

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 23/07/2020  
Identifiant : 006-240600585-20200717-CC\_2020\_030-DE

**Acte reçu**

Date : 17/07/2020  
Numéro interne : CC\_2020\_030  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 4  
Code matière 2 : 1  
Objet : Prime exceptionnelle - Covid-19  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20200717-CC\_2020\_030-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 0

N